



ALL THE DETAILS • POUR EN SAVOIR PLUS

Newsletter for the members of the Association of Justice Counsel
Bulletin d'information à l'intention des membres de l'Association des juristes de Justice

May 10, 2011

10 mai 2011

AJC Wins Judicial Review on Overtime and Travel Time

On Friday, May 6, the Federal Court dismissed Treasury Board's application to strike down overtime and travel time compensation for LA1s and LA2As. In rejecting the employer's argument, Mr. Justice O'Keefe J. held the following:

[86]...[T]he ERA, drafted by Parliament, sets out rules concerning the terms that may be included in arbitral awards for the Law Group and if the award meets those rules, then it necessarily must be within what the Government of Canada envisaged as manageable despite the difficult financial pressures.

[87] I conclude that the arbitration board's award on overtime and travelling time pay was reasonable and that the arbitral award clearly reflects the board's consideration of the facts in section 148 of the PSLRA.

[This ruling](#) marks an important victory for the AJC. The Federal Court decision affirms that federal lawyers work long and hard hours, and should be compensated fairly for them. The provisions on overtime and travel time accomplish this to some degree. They are, and remain, a vital component of the collective agreement. They are not unreasonable, and not contrary to the government's restraint measures.

Equally important, Treasury Board can no longer attempt to claw-back monies previously authorized and paid out to federal lawyers. For a long time, the employer's threat hung like the Sword of Damocles over the membership. No more. You should be encouraged by this ruling to resume and continue seeking compensation for overtime. Remember: work it, earn it, claim it!

<http://www.ajc-ajj.org/eng/Newsletter%20Library/vol3no1.pdf>.

It goes without saying that we have not forgotten about our senior lawyers. The Negotiations Team is

L'AJJ remporte la requête en révision judiciaire sur les heures supplémentaires et le temps de déplacement.

Le vendredi 6 mai 2011, la Cour fédérale a rejeté la demande du Conseil du Trésor d'invalider la décision arbitrale sur la rémunération des heures supplémentaires et du temps de déplacement des LA1 et LA2A. En rejetant l'argumentation de l'employeur, le juge O'Keefe a statué ce qui suit :

[86]...[La] LCD, rédigée par le Parlement établit des règles concernant les conditions d'emploi qui peuvent être inclus dans les décisions arbitrales pour le groupe des LA. Si la décision arbitrale est conforme à ces règles, elle est donc dans les limites de ce que le Gouvernement du Canada avait envisagé comme gérable, malgré les pressions financières difficiles.

[87] Je conclus que la décision du Conseil d'arbitrage sur les heures supplémentaires et l'indemnité pour le temps de déplacement était raisonnable et que la décision arbitrale reflète clairement l'examen par le Conseil des faits à l'article 148 de la LRTFP. (Notre traduction)

[Cette décision](#) marque une importante victoire pour l'AJJ. La décision de la Cour fédérale confirme que les avocats du gouvernement fédéral travaillent de longues heures de travail avec acharnement, et doivent être équitablement rémunéré pour ce travail. Les dispositions portant sur les heures supplémentaires et le temps de déplacement reconnaissent cela dans une certaine mesure. Ces dispositions constituent et demeurent un élément essentiel de la convention collective. Elles ne sont ni déraisonnables et ni contraires aux mesures de contrôle des dépenses du gouvernement.

Il est également important de noter que le Conseil du Trésor ne peut plus réclamer les montants déjà autorisés et payés aux avocats fédéraux. Pendant longtemps, cette menace de l'employeur était comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête

ever mindful that LA2Bs to LA3Cs still only receive management leave, which is applied unevenly across the country, and capped at a meagre 5 days (with an additional 5 to be granted by the departmental deputy head under exceptional circumstances). Worse, senior counsel receive no travel time compensation whatsoever. The partitioning of these benefits will inevitably lead to some unintended consequences that are harsh and unfair. Senior lawyers deserve better. We are going to dedicate our efforts to secure gains for them in this particular area at the bargaining table.

We should add two other things. First, it of course remains open to Treasury Board to appeal. In the interest of fairness to the membership, we certainly hope the employer chooses not to contest this matter any further. And second, it must also be noted that the Court rejected our own narrow application to grant an additional month of overtime by setting an earlier in-force date of certain portions of the arbitral award. Nevertheless, it was far more important that we maintain compensated overtime and travel time altogether.

On balance, this litigation is a success. We stood up for your rights, and won. It is a proud moment for the Association and all federal lawyers.

Finally, in passing along this good news, which is welcome amidst challenging times in collective bargaining, we would like to extend our congratulations and sincere gratitude to our counsel, Dougald E. Brown. His work on this crucial and complex case has been exemplary, and we are grateful for it.

des avocats du Gouvernement fédéral. C'est fini. Ce jugement vous encourage à soumettre vos demandes d'indemnisation pour les heures supplémentaires et à continuer de le faire à l'avenir. Souvenez-vous : Vos heures supplémentaires : faites-les, gagnez-les et déclarez-les !

<http://www.ajc-ajj.org/eng/Newsletter%20Library/vol3no1.pdf>.

Il va sans dire que nous n'avions pas oublié nos avocats seniors. L'équipe de négociations est bien consciente que les LA2B et LA3C ne reçoivent qu'un congé de gestion qui est appliqué de façon inégale d'une région à l'autre et est plafonné à un maigre 5 jours (avec 5 jours supplémentaires pouvant être accordés par l'administrateur général dans des circonstances exceptionnelles). Pire encore, nos avocats seniors ne reçoivent aucune indemnité pour leurs déplacements. L'application inégale de ces avantages mènera inévitablement à des conséquences imprévues qui seront sévères et injustes. Les avocats seniors méritent mieux que ça. Nous allons redoubler nos efforts pour obtenir des gains pour eux dans ce domaine particulier à la table de négociation.

Nous devons souligner deux autres choses. Tout d'abord, le Secrétariat du Conseil du trésor a le droit d'en faire appel. Sur le plan de l'équité à l'endroit de nos membres, nous espérons que l'employeur ne va pas s'acharner sur cette question. Deuxièmement, il faut noter que la Cour a rejeté notre demande visant à devancer la date d'entrée en vigueur de la décision arbitrale afin d'octroyer un mois supplémentaire pour l'application de certaines dispositions de la décision. Toutefois, le maintien des dispositions de la convention collective sur la rémunération pour les heures supplémentaires et le temps de déplacement est bien plus important.

En définitive, cette requête en révision judiciaire est considérée un succès. Nous nous sommes tenus debout pour défendre vos droits et nous avons gagné. C'est un moment fier pour l'Association et les avocats du gouvernement fédéral.

Cette bonne nouvelle est certainement bienvenue en cette période difficile de négociation collective. Nous aimerions en profiter pour féliciter et remercier Me Dougald E. Brown qui a représenté l'Association. Son travail dans ce dossier crucial et complexe a été exemplaire et nous lui sommes très reconnaissants.